

De l'autorité

Yohann Sparfell



L'autorité est aujourd'hui soumise soit à l'opprobre des héritiers de mai 68, soit à une sorte d'attente messianique de la part des nostalgiques d'un ordre ancien idéalisé. Mais ni l'un ni l'autre de ces camps n'a véritablement compris la signification profonde de l'autorité, ni par conséquent cerné toute l'importance de ce concept dans la réalisation de l'humanité. La transformation du sens des mots et l'affadissement du langage ont réduit le concept d'autorité à l'idée d'un « commandement arbitraire », à des « contraintes » émanant d'« instances supérieures » de la société ; bref, l'autorité se résume à un terme : l'autoritarisme. L'autorité fait donc peur, à moins qu'elle ne devienne l'objet d'une vénération, selon deux visions divergentes (narcissique ou névrotique) de la société et de son évolution ; mais cette alternative s'inscrit en tout cas dans une conception duale du monde, dans un ensemble d'antinomies mortifères, qui structurent pourtant désormais notre appréhension des choses.

Or, cette vision antinomique ne peut que nous écarter du sens profond des mots, et en premier lieu de leur étymologie. Ce que nous avons le plus grand mal à concevoir, à l'époque moderne, c'est qu'un concept recouvre un sens qui dénature jusqu'à un certain point la complexité réelle des choses. Si les concepts sont en quelque sorte les choses les mieux partagées du monde, ils ont donc aussi parfois bien des défauts. Tout d'abord, ils sont forcément limitatifs, car ils ne peuvent englober l'entière réalité de ce qu'ils prétendent expliquer. Mais, plus encore, ce qui est relativement nouveau depuis l'avènement de la philosophie spéculative, c'est que leur sens se fissure en deux entités radicalement distinctes et opposées, en des « antinomies ». Le bon et le mauvais, relativement liés l'un à l'autre, se sont ainsi séparés en bien et en mal, mutuellement étrangers ; et l'on a fini par oublier que le bon et le mauvais n'étaient auparavant que les deux termes d'une même continuité, d'un concept qui leur était supérieur : celui de force, d'énergie vitale.

L'autorité n'a pas échappé à ce processus. D'un côté, elle aussi, comme le mal, représente désormais une perspective honnie, une perspective à abattre à plus ou moins longue échéance. Mais, d'un autre côté, elle représente souvent aussi une perspective ardemment désirée, d'une façon d'ailleurs si fétichiste que l'autorité semble alors remplir une fonction compensatoire pour la foule des nostalgiques, face à un monde imperturbablement en marche vers le progrès social. Il devient donc urgent de dépasser cette antinomie, pour retrouver le sens originel du concept d'autorité et de ce qu'il incarne dans la lente élaboration du projet humain ; et, à cette fin, il peut être intéressant d'en dégager l'étymologie.

« Autorité » découle du latin *auctoritas*. Ce mot est constitué de *auctor* et du suffixe *itas*. *Auctor* est formé à partir du radical de *auctum*. Celui-ci est un supin de *augere* qui signifie « accroître », « faire croître », « augmenter », « développer », « exalter », etc. et que l'on peut rapprocher, si l'on en croit Lewis et Short¹, de *vigeo*, « être plein de force ». L'*auctor* en latin est celui par lequel viennent les choses, l'auteur, le créateur, le Père d'une race, et donc celui qui protège, qui conseille, approuve et sanctionne. Il y a une idée de primordialité dans l'*auctoritas* et dans le concept d'autorité qui en découle : le côté primordial de l'*auctor* en fait un modèle et un garant pour la constitution d'une communauté humaine, d'une institution ou d'un clan, il en est à l'origine et en maintient la dynamique. L'autorité est ce à partir de quoi, et sous l'égide de quoi, se développe dans toutes ses potentialités le devenir contenu dans une personne ou un groupe de personnes, un clan, une institution, une entreprise, etc.

L'autorité n'est en rien quelque chose de figé ; ce n'est pas un principe immuable qui contraindrait les hommes sous sa coupe à devoir s'y plier absolument, sans aucune possibilité d'ouverture et d'évolution. La conception moderne de l'autorité néglige simplement le fait que tout

¹ Charlton T. Lewis & Charles Short, *A Latin Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1879

principe primordial, bien qu'il définisse d'une certaine façon l'angle de vue à partir duquel on se projette dans l'avenir, implique toujours d'être réadapté à la situation ; ceux qui y sont (ou qui s'y sont) soumis en tant qu'héritiers et que fidèles sont aussi ceux par qui ce principe sera réinterprété en fonction de leurs besoins, de leur réalité du moment. Une création engendre une dynamique d'interprétations, et non la perpétuation indéfiniment prolongée d'une unique interprétation, qui deviendrait en ce cas tyrannique. Or, c'est bien cet aspect tyrannique qui a été retenu, voire instrumentalisé, dans la langue vulgaire moderne. L'autorité y a été transformée en repoussoir ou en objet de culte ; mais du coup ce concept a perdu ce qui en faisait un principe de vie.

Car l'autorité est bien un principe de vie. Le concept s'imbrique en effet dans une certaine vision de l'homme qui fait de celui-ci l'ultime incarnation en ce monde du Principe vital, ou, comme l'a nommé Nietzsche, de la Volonté vers la Puissance. Et ce Principe vital, parce qu'Il est immanent au monde et donc à l'homme en tant que plus haute expression potentielle de Sa conscience, implique en *Lui-même* la présence d'une pulsion vers l'auto-réalisation de ses « sujets », c'est-à-dire vers l'auto-réalisation d'« êtres » qui sont en fait des « *devenir* ». Nous devons reconnaître en nous cet élan dynamique, pour que le processus d'élaboration de la civilisation puisse se concevoir à partir d'un impératif d'harmonie avec l'Univers, à partir d'un impératif d'évolution guidé par les défis que nous nous lançons à nous-mêmes. Nous nous sommes depuis la nuit des temps appuyés sur des références qui nous paraissent immuables, tout en éprouvant le devoir paradoxal d'œuvrer afin de faire évoluer ces « références », d'aller en quelque sorte à leur rencontre. Il y a donc en tant que telle une double tendance, qui génère une tension, entre d'un côté la nécessité de se référer et de se soumettre à une entité créatrice, à un *auctor*, initiateur de ce par rapport à quoi nous interprétons et transformons le monde (la famille, le clan, la civilisation, etc.), et d'un autre côté le devoir de faire évoluer l'interprétation que nous avons de cette référence apparemment immuable, en fonction de facteurs liés à la dynamique de transformation propre à toutes les instances humaines.

L'autorité n'est pas en elle-même cette entité créatrice, cette origine plus ou moins mythique, mais une puissance qui en émerge et qui se transmet de génération en génération à travers nos visions particulières du monde et nos actes ritualisés. Elle n'est pas en d'autres termes un bloc monolithique, rigide et inébranlable, mais une voix située dans les origines et qui peut (ou même doit) s'accorder avec la symphonie de chaque âge, avec la façon dont chaque ensemble équilibré d'humains trouve à s'harmoniser avec l'Univers. Elle implique une force, et une redéfinition perpétuelle de cette force.

L'instance en laquelle peut le mieux s'incarner l'autorité est l'éducation. Pouvoir éduquer signifie que l'on est habité par une force qui donne la possibilité de contraindre en même temps que de libérer ; et la justice s'impose comme le complément de l'éducation. Il y a en effet dans une

éducation harmonieusement constituée une double approche de l'élaboration « complète » d'un être humain : d'une part celle qui impose au disciple d'ordonner ses propres passions au travers d'une initiation à la connaissance de soi et au respect des lois (reconnaître ses penchants, ses instincts, et instaurer entre eux une hiérarchie qui place l'intelligence, ou la « gentillesse »², à son sommet), et d'autre part celle qui l'élève en lui donnant la possibilité de construire par lui-même pas à pas, lentement, sa propre interprétation de la tradition dont il devient alors le détenteur³. L'autorité se transmet d'une génération à l'autre en se transformant peu ou prou. Elle ne change pas de corps, seulement de physionomie. L'autorité ne saurait donc être globalement remise en cause, sauf à prendre le risque d'un effondrement décadent de l'ensemble de la structure d'intégration humaine, car toute évolution repose en dernière instance sur elle et sur sa possible réinterprétation factuelle. On ne peut bâtir quelque chose sur rien, pas même la liberté.

La question reste de savoir pourquoi l'autorité a ainsi pu être galvaudée quant au sens qu'elle se doit pourtant de prendre dans une société traditionnelle harmonieuse, un sens, comme on a pu le voir, qui en fait l'élément principal de la formation des esprits équilibrés, adultes et ouverts. Le concept d'autorité a dérivé peu à peu vers une notion d'autoritarisme, dans notre civilisation occidentale⁴, et ce glissement sémantique peut être imputé au développement d'une idée qui a d'abord été diffusée par le platonisme, puis surtout à sa suite par le christianisme : l'intelligence suprême ne se situe pas en l'homme, mais au-delà de lui, dans un autre monde (le monde des idées ou celui de Dieu), et l'individu ne saurait trouver en lui-même, ni même en son héritage ancestral, ce qui lui est nécessaire afin de pouvoir s'élever vers le bien et se réaliser. Ce n'est donc plus dans l'interprétation d'une tradition que l'homme peut trouver son *salut*, car c'est avant tout de cela qu'il s'agit, mais dans l'observation stricte de la loi. Cette observation stricte a servi historiquement le pouvoir temporel grandissant, ainsi que le pouvoir ecclésiastique, du fait qu'il séparait l'homme en deux : une part physique, mauvaise en soi, et une part spirituelle, divine, qu'il s'agissait alors de sauver de son intrication avec la matière. L'homme étant dans cette vision du monde un être

² « L'amour [pour Maître Xun, philosophe chinois du troisième siècle avant notre ère], peut donc probablement être développé et mûri au même titre que l'égoïsme et, inversement, l'égoïsme ne nécessite sans doute pas de disparaître au terme de l'accès à la gentillesse, mais doit seulement prendre des formes elles aussi plus adultes. Xun, comme on le voit, n'a rien d'un penseur sentimental et mièvre. Il n'attend pas de l'éducation qu'elle nous fasse passer d'un état de haine à un état d'attachement universel, mais plutôt d'un état de mollesse et d'avidité capricieuse à un état de discipline et de modération. » Thibault Isabel, *Le paradoxe de la civilisation*, La méduse 2010, p. 153. La gentillesse est ici identifiée à la passion par laquelle s'instaure l'ordre, au contraire de la méchanceté engendrant le désordre et le chaos.

³ Une tradition faisant par elle-même autorité, étant le socle sur lequel se bâtit le groupe humain, il ne s'agit pas ici de prétendre qu'elle pourrait globalement être remise en cause dans son existence même, car alors il s'agirait ni plus ni moins que d'annihiler toute possibilité d'éducation, et de prendre le risque d'un retour destructeur vers le chaos. Il peut être utile ici de préciser que le mot « tradition » provient du latin *trado/tradere* qui signifie « transmettre », « léguer », « passer à ».

⁴ Le détournement de l'autorité, de son sens profond, n'est pas en soi un phénomène ne pouvant bien sûr s'observer que dans notre civilisation occidentale, bien que pour cette dernière, ce processus ait pris une forme particulière jusqu'à sa remise en cause pure et simple récente. Toute civilisation dérivant vers une forme absolutiste s'est en fait appuyée sur une certaine vision de l'autorité, jusqu'à en faire alors un « autoritarisme » qui a surtout servi les desseins de la classe dirigeante restreinte.

foncièrement porté vers le mal, l'autorité ne pouvait plus par conséquent être questionnée : son rôle était en effet, par un travail rigoureux, de dresser l'animal humain pour faire taire définitivement en lui ses passions et désirs. L'autorité n'avait plus alors le devoir d'assurer la transmission intergénérationnelle d'une tradition, ni d'assurer l'élévation de ceux qui la portent ; elle visait plutôt à rabaisser ce qu'il y a pourtant en l'homme de plus précieux : son corps, sa matérialité, c'est-à-dire ce par quoi il communit avec le monde, avec ses ancêtres, et, pour tout dire, avec ses possibilités de vie. Une césure a été creusée en l'homme, mais aussi entre les hommes, en les individualisant : l'homme n'était plus responsable que devant Dieu, et non plus devant la tradition communautaire. L'autorité n'est ainsi devenue dans l'esprit des individus que le strict homologue d'un système de lois⁵, la Loi, inspirée par le devoir de rédemption. D'« aristocratique », éclairée par les éducateurs, perpétuellement réactivée et réinterprétée à travers le dialogue et la réciprocité, l'autorité n'est plus finalement devenue qu'un ensemble de règles strictes visant à soumettre l'individu, à le positionner sous un ordre statique, intangible, incarné dans une Loi d'inspiration transcendante.

L'autorité, parce qu'elle fut ravalée à un statut légiste, devint alors étrangère à tout esprit de création, alors que cet esprit créateur constitue la principale passion qui nous meut vers notre auto-réalisation. L'autorité n'avait plus désormais pour fonction que d'opérer la rédemption des âmes, ainsi que l'accroissement des pouvoirs temporel et spirituel, de plus en plus séparés de la vie communautaire⁶. Cette distanciation a abouti peu à peu à ce vers quoi elle ne pouvait qu'aboutir en fin de compte : le nihilisme, ou la vague conscience de l'impossibilité « ontologique » de l'homme de pouvoir maîtriser son propre processus d'évolution et de croyance. C'est ainsi qu'avec l'époque des Lumières, et comme sous l'effet d'un retour de balancier, on décida ensuite (illusoirement) de remettre en cause la notion même d'autorité, en même temps que l'on remettait en cause le pouvoir suprême de droit divin et ce qu'il engendrait de tyrannique pour des hommes épris de « progrès ».

L'idée de progrès repose principalement sur la notion de « droits de l'homme », étendard de la Révolution bourgeoise de 1789 en France, et dont l'assise idéologique avait été bâtie par les penseurs des Lumières. Ces « droits » trouvent logiquement leur raison d'être dans des principes selon lesquels les individus possèdent d'emblée une essence humaine qui les séparent de fait du reste de la Création. L'homme étant « homme par nature », avec la différence néanmoins que cette « nature » n'est plus fondamentalement mauvaise mais essentiellement bonne, la société se structure désormais selon un ensemble de droits inhérents à cette « nature » reconsidérée (et non plus selon un ensemble de devoirs ascétiques liés à une condition de pécheur originel). Ces « droits » sont d'inspiration idéologique et font en fait de l'autorité un impératif de responsabilité individuelle,

⁵ Les lois, ceci dit, se doivent d'exister dans toute société humaine, mais pour donner corps à l'autorité, faire respecter la tradition, et non l'inverse. La vertu doit être recherchée dans la tradition, non dans les lois.

⁶ Les « coutumes » représentèrent ainsi durant le Moyen Âge la ressource justificatrice (au point de vue du droit) à partir de laquelle les légistes s'employèrent à renforcer le pouvoir royal au détriment de la féodalité. Conjointement, l'Église utilisa la doctrine catholique pour renforcer son pouvoir sur la société.

« naturellement » présent en chaque individu. L'État devient quant à lui le garant de l'articulation de cette responsabilité avec l'autorité suprême de la société, qu'Il incarne lui-même. Mais une telle vision de l'autorité ne sort pas néanmoins de l'anthropocentrisme propre à la période antérieure, et de ce qui lui est inhérent, à savoir le présupposé que l'homme étant d'essence divine, l'autorité ne peut avoir par conséquent qu'une nature transcendante, donc séparée et non critiquable quant à sa « vérité ». La tradition demeure dogmatique et bâtie sur des préjugés non questionnés, parce que, du fait de sa position dans les hauteurs du monde des idées, elle se sent étrangère à toute critique qui touche au fondement même de notre place dans le monde réel (et de ce que cela implique quant aux rapports utilitaristes que nous avons construits vis-à-vis des autres et de la nature en général).

Du fait de cette construction mentale historique, il ne faut pas s'étonner qu'aujourd'hui le concept d'autorité recouvre un sens qui le réduit uniquement à un ensemble de contraintes quasiment tyranniques, et qui, une fois débarrassée de son ivraie, pourrait devenir alors ce que l'on appelle pompeusement la « liberté » en contexte libéral, dans un rapport d'inversion assez étrange où l'on passe d'une « tyrannie totale » à une « liberté totale ». Mais, pour l'individu parfaitement libre de choisir, et même sommé d'être libre par l'idéologie libérale ambiante, cette « liberté » devient paradoxalement de plus en plus a-critique. La liberté libérale, envisagée comme le contraire de l'autorité tyrannique, apparaît aujourd'hui comme une auto-réalisation de l'individu, alors qu'elle n'est dans la réalité des faits de la vie quotidienne qu'une soumission de l'individu à une idéologie qui le contraint *autoritairement* à s'immiscer au sein de l'ordre libéral ambiant (par le biais notamment de la mode, de la « pensée unique », etc.). L'autorité idéologique dont le rôle est de stimuler l'acte consumériste n'est pas en définitive moins prégnante qu'auparavant, mais elle a su se faire plus discrète, et surtout bien plus intériorisée. Le but de cette autorité qui ne dit pas son nom est aujourd'hui de promouvoir un ordre libéral universaliste dans les esprits, sous le couvert de la « liberté » octroyée à l'individu de choisir au mieux de ses intérêts. Et cette autorité cachée impose en fait une norme ; elle donne à la vie publique et privée un caractère normé. Elle n'est donc rien d'autre que ce qu'elle avait pu être antérieurement : une autorité morale ; mais, mise en avant par l'humanisme des « droits de l'homme », elle confère en outre désormais à la « vie bonne » un aspect universellement univoque qui gomme les différences.

Cette autorité moderne ne manque pas, comme auparavant, sinon plus et avec davantage d'efficacité, de faire appel à des forces coercitives en cas de besoin (comme la surveillance généralisée des populations, l'« anti-terrorisme », etc.) ; mais elle ne peut en revanche nous structurer d'une manière aussi profonde qu'autrefois, lorsqu'elle était le résultat de longs siècles d'imposition de la morale chrétienne en Occident. En effet, cette intériorisation de l'oxymore que constitue intrinsèquement l'« autorité libérale » est à l'image de la contradiction qui caractérise la société capitaliste elle-même : d'un côté, l'autorité tente de normaliser les personnes à travers une

contrainte sociale basée sur la toute-puissance de l'argent, mais de l'autre elle individualise à outrance, ce qui a pour conséquence de faire voler en éclat tout lien social communautaire, et donc tout cadre traditionnel. Il s'en suit inévitablement, comme nous pouvons quotidiennement le vivre et le constater, une déstructuration et une perte des repères, un accroissement de l'agressivité, avec pour conséquence de passer d'une société ancienne névrosée à une société moderne libéralisée qui ne connaît plus aucune limite dans sa rapacité et sa soif de pseudo-puissance paranoïaque.

S'il fallait s'en tenir à l'autorité telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, rien ne devrait donc nous empêcher de la remettre purement et simplement en question. C'est ce que ne manque d'ailleurs pas de faire une frange importante du mouvement « contestataire », qui revendique son abolition dans tous les secteurs de la vie sociale, y compris dans l'éducation ; mais cette frange contestataire n'arrive pas à comprendre qu'elle justifie alors par son anti-autoritarisme l'ordre dominant dans son projet sous-jacent de placer l'individu seul face à lui-même et face à la société, au nom du paradigme égalitariste. La « responsabilisation » de l'individu à l'égard de ses choix n'est en rien remise en cause en tant que principe d'organisation sociale propre au libéralisme, bien au contraire, alors que pourtant ces « choix » ne sont jamais indépendants, et encore moins dans une société de marché⁷. Autrement dit, l'anti-autoritarisme ne fait que conforter la liberté libérale de la société de consommation, et l'ordre implicite que cette société promeut, par l'entremise des modes et de la publicité. L'évanescence de l'autorité ne peut conduire l'homme que vers l'inculture, l'ignorance et l'égotisme exacerbé.

Tout le problème vient du fait que ce sont des certitudes idéologiques qui « font autorité ». Ici également, nous devons étudier le sens des mots pour mieux avancer dans la résolution des difficultés : « faire autorité » et « détenir l'autorité » sont deux choses, deux expressions, qui s'interpénètrent. C'est-à-dire qu'elles ne sont en rien antinomiques mais qu'elles expriment *a contrario* une même dynamique. En d'autres termes, elles n'ont rien à voir avec une rétention de l'autorité, qui s'appliquerait alors dans l'intérêt d'un groupe social donné, d'une classe dirigeante, au dépend du reste de la société. S'il est indispensable que certaines personnes détiennent l'autorité dans une société à peu près harmonieusement constituée, il est tout aussi indispensable de comprendre que ce devrait être seulement pour un laps de temps donné, du fait que l'autorité ne saurait se confondre avec ses détenteurs, donc avec les personnes qui l'ont provisoirement à leur disposition. L'autorité est une dynamique de conservation et d'émancipation, un « faire » qui se déploie dans le processus de réalisation de la personne et sa juste intégration dans la communauté, et dans la transmission et le partage de la tradition, de génération en génération. L'expression « faire autorité » concentre par conséquent en elle deux sens qui s'alimentent mutuellement : détenir un

⁷ Un ordre social librement consenti ne pourra advenir sans une lente prise de conscience du processus par lequel se construit la personne, singulièrement, dans une société humaine, et donc sans une réelle autorité qui permettra d'harmoniser les désirs personnels avec l'ordre social.

savoir ou des connaissances qui placent une personne en position de pouvoir enseigner et éduquer d'autres personnes, le plus souvent de la génération suivante, afin de leur transmettre une part de la tradition qu'elle-même a pu acquérir par son long et patient effort ; mais aussi apporter à ce savoir, indispensable à l'équilibre et à la richesse de toute communauté humaine, une part de sa propre personnalité, pour ainsi enrichir ce savoir, et la tradition dans son entièreté, de sa singularité.

L'autorité réelle, c'est-à-dire pleinement comprise comme un élément incontournable de la réalisation des communautés humaines, harmonieuses et saines, engage les personnes dans un processus qui lie le passé et l'avenir avec un présent empreint de responsabilité. L'autorité est l'expression au sein de la culture humaine du *continuum* grâce auquel le présent peut faire sens pour les hommes. Entendue comme telle, elle ne saurait s'identifier avec cette pseudo-autorité invariante, et tyrannique au final, qui a pour prétention d'être la gardienne de la tour d'ivoire des idéologies, y compris libérales et universalistes. Celle-ci, on l'a vu, est issue directement du dualisme qui a pris naissance voici presque deux millénaires, et qui perdure aujourd'hui sous la forme décadente du dogme libéral et de la « pensée-unique », de l'Un contre l'Autre.

Il est nécessaire dans toute communauté humaine d'instaurer des lois, qui ont pour rôle d'apporter un cadre d'évolution, ainsi que, par conséquent, des limites, à chacun de ses membres. Mais, dans une communauté harmonisée, équilibrée, les lois ont normalement pour effet de garantir que chacun trouve la juste place qui lui revient, et que celle-ci lui permette de s'épanouir. Les principes qui inspirent ces lois ne doivent pas être dans ce cas immuables, ni ne doivent être issus d'une « vérité » ou d'une idéologie hypothétique, mais impliquent *a contrario* qu'ils soient eux-mêmes réinterprétés à la lumière de la pensée (qui dans un tel monde est dynamique et progressive). L'homme découvre toujours et possède le pouvoir de se remettre lui-même en question. Vues par ce biais, les lois, prises dans leur ensemble, forment un langage, qui est celui de l'autorité ; mais ce langage n'est plus transcendant : il exprime la constante et nécessaire évolution de la pensée, qui se nourrit de l'autorité, et dévoile d'autre part la pérennité des principes vitaux éternellement changeants qui fondent en réalité le système légal. En d'autres termes, il y a certains éléments dans une société humaine avec lesquels il ne saurait être question de transiger : il faut de façon permanente établir une limite entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Le point central reste néanmoins que l'établissement de cette limite ne doit pas s'effectuer, dans une communauté humaine hautement civilisée, au nom de l'arbitrage tyrannique ou despotique d'une classe dominante et dirigeante (ou à tout le moins au nom de préjugés « philosophiques » sur la « nature » de l'homme, qui pourtant appuient souvent une telle tyrannie ou un tel despotisme). Les limites de l'action individuelle sont établies au nom d'une exigence consistant à élever les personnes au rang d'adultes, à leur apporter par conséquent une série de codes symboliques qui leur permettront de contrôler plus ou moins efficacement leurs pulsions et d'ordonner leurs affects. Le but de cet

« élevage », comme disait Nietzsche, est d'en faire des citoyens responsables désireux de participer à la vie publique et de s'exprimer par le biais de la politique, à laquelle on redonne alors sa noblesse perdue, jusqu'à provoquer une vive émulation au sein de la communauté entière, tout en stimulant le sens de l'autorité, par le dialogue.

Le terme latin *auctor* signifie entre autres le Père, celui qui détient l'autorité et dont le rôle n'est pas d'imposer une tyrannie à ses enfants, mais au contraire de les élever en leur donnant une confiance en eux qui leur permettra d'affronter la vie à l'extérieur du foyer. Cette autorité qu'il détient est donc virile et orientée vers l'exigence de faire découvrir tous les aspects de la vie à la nouvelle génération et de les y préparer, aspects souvent durs et cruels, mais inhérents au tragique dont l'homme ne peut se passer. Si les jeunes humains, sans une autorité adéquate, restent dans le giron maternel (autant physiquement que psychologiquement), dans la féminité, ils ne peuvent alors sortir de l'infantilisme et ne peuvent non plus assumer une pleine et entière responsabilité envers le reste de la communauté. Leur vie restera prisonnière de l'envie, de la jalousie, de la boulimie, et au final de la dépression. Les visions peuvent changer selon les évolutions de la pensée, et par conséquent une réelle autorité ne peut être toujours identique à elle-même. Elle peut prendre bien des formes selon le degré de civilisation. Mais son évolution se réfère indéniablement et constamment à une tradition qui d'un côté l'alimente, et de l'autre s'enrichit de son expérience.

Le chaos n'est pas un état antérieur à, et dépassé par, la civilisation. Il est ce qui se tient toujours là, ce qui est toujours à même de nous rappeler sa « présence sous-jacente » (les mots rencontrent ici pleinement leur limite). Les équilibres sont instables par nature et demandent à ce que nous les réinstaurions en permanence. L'autorité est ce par quoi nous pouvons recréer de l'équilibre, de l'harmonie, à l'image du monde des dieux. Il est seulement dommage que nous confondions ce monde divin avec l'autoritarisme. Si nous devons nous définir par rapport à l'Autre, apprendre à reconnaître l'Autre, assimiler l'altérité, c'est parce que nous devons trouver notre place parmi les autres, acquérir peu à peu de l'*autorité* : parce que c'est la marque de notre *souveraineté* et de notre présence au monde, la marque d'un accomplissement sans lequel nous éprouverions du manque, de l'angoisse ou du déséquilibre (névrotique ou narcissique). Redevenir raisonnable est un défi qui n'échappera pas à l'avenir de l'humanité actuelle ; et cela passe par une redécouverte du sens profond, ou simplement réel, de l'autorité, c'est-à-dire par l'assomption du caractère singulier de chaque être et simultanément de sa fragilité et de son besoin de complétude. L'autorité ne peut être déliée d'une justice qu'il nous faut également réapprendre à interpréter selon la tradition, donc selon d'autres critères que ceux en vigueur dans notre monde libéral souterrainement tyrannique. Chaque être se doit de trouver sa juste place dans l'orchestre harmonique de la communauté humaine, ce qui implique d'en accepter les règles et par conséquent de consentir à la nécessité d'affronter le monde « comme on est », en accord avec le bien commun et ses propres limites. C'est

dans notre tradition européenne, en ce qui nous concerne ici, que nous serions le plus à même de repérer les traces d'une voie ancestrale qu'il nous faut dépoussiérer afin de pouvoir en saisir les symboles.

Le sens réel de l'autorité pourra notamment être redécouvert au travers des mythes. Contrairement à l'interprétation que nous nous en faisons aujourd'hui, la mythologie n'a pas pour fondement de nous livrer des récits venus de temps anciens, grâce auxquels nous pourrions nous ressourcer, car nous n'y trouverons jamais de réponse à nos manques. Mais la mythologie peut nous dévoiler, pour peu que nous en fassions la démarche, le sens profond de la trame symbolique qui donne à l'humanité son désir de s'élever au-delà d'elle-même, tout en reconnaissant pleinement les limites infranchissables qui sont les nôtres, en tant qu'êtres vivants dans ce monde. L'autorité est inséparable de nos destins tragiques.

Yohann Sparfell

(texte revu par Thibault Isabel)